

Sommet Mondial des Bassins 2026 Rapport de l'atelier interactif n° 2

Gestion des sécheresses et allocation des ressources en eau en Asie centrale, Afrique australe et Amérique latine



Du 16 au 19 juin 2026, Rio de Janeiro, Brésil

Compte rendu de l'atelier

La variabilité climatique croissante, l'augmentation de la demande en eau et la concurrence entre les différents usages de l'eau modifient la manière dont la sécheresse est gérée dans les bassins du monde entier. Réunissant des perspectives introductives de la France et du Brésil, suivies d'études de cas en Afrique australe, en Asie centrale et en Amérique du Nord, l'atelier a exploré différentes approches de la planification face à la sécheresse et de la répartition des ressources en eau, tout en identifiant les défis communs auxquels sont confrontés les organismes de bassin opérant dans des contextes environnementaux, politiques et socio-économiques très différents.

Bien que les situations présentées aient été très différentes, les discussions ont révélé une forte convergence autour de plusieurs enjeux. La sécheresse n'est plus considérée comme un événement exceptionnel, mais comme une composante structurelle de la gestion des ressources en eau. En conséquence, les institutions s'orientent progressivement de la réponse d'urgence vers une préparation à long terme grâce à des plans de lutte contre la sécheresse, des systèmes de suivi, des règles de répartition et une coordination institutionnelle renforcée. Les exposés introductifs ont également souligné que la répartition de l'eau ne devait plus être considérée simplement comme un processus administratif, mais comme un processus de gouvernance nécessitant un dialogue entre les pouvoirs publics, les organismes de bassin, les usagers de l'eau et les communautés locales. Des cadres réglementaires adaptatifs et des accords de répartition négociés ont été présentés comme des outils importants pour améliorer à la fois la flexibilité et l'appropriation par les parties prenantes.

Séance interactive autour d'images :

L'exercice interactif autour d'images a confirmé que, malgré la diversité des pays représentés, les participants partageaient de nombreuses préoccupations communes : la concurrence entre les différents usages de l'eau, les dynamiques amont-aval, le changement climatique, les priorités en matière de répartition et la participation des parties prenantes sont revenus de manière récurrente tout au long des discussions. Plusieurs groupes ont souligné que les impacts de la sécheresse sont souvent aggravés par des lacunes en matière de gouvernance plutôt que par les seules conditions hydrologiques. D'autres ont mis en avant l'importance d'impliquer toutes les parties prenantes dans la prise de décision et ont reconnu le rôle souvent négligé des femmes dans la gestion de l'eau, en particulier dans les zones rurales.

Ces thèmes se sont reflétés dans les trois études de cas.

- L'expérience de l'INMACOM (Commission des fleuves Incomati et Maputo) a illustré comment la gouvernance transfrontalière peut soutenir une gestion coordonnée de la sécheresse grâce à des règles de fonctionnement communes, une planification conjointe, des systèmes d'alerte précoce et

des mécanismes d'allocation convenus. Elle a également démontré l'évolution du partage de l'eau vers le partage des bénéfices, en intégrant la sécurité hydrique, la production d'énergie, la protection des écosystèmes et le développement régional au sein d'un cadre de gouvernance commun. L'engagement politique, la confiance et le dialogue continu entre les États membres (Mozambique, Eswatini, Afrique du Sud) ont été identifiés comme des facteurs clés de réussite.

- Le cas du bassin du Zarafshan (Tadjikistan et Ouzbékistan) a mis en évidence la transition en cours du Tadjikistan vers une Gestion Intégrée des Ressources en Eau grâce à des réformes institutionnelles, à la création d'organismes de bassin et de conseils de bassin, ainsi qu'à des investissements dans l'efficacité de l'irrigation, la restauration des bassins et l'adaptation au changement climatique. La présentation a illustré l'importance de combiner des mesures techniques avec un renforcement institutionnel et un développement des capacités.
- L'étude de cas Mexique-États-Unis a démontré comment des mécanismes de coopération bilatérale établis de longue date offrent un cadre stable pour gérer une sécheresse prolongée et une pression croissante sur les ressources en eau. La présentation a montré que des dispositions institutionnelles durables et un dialogue continu restent essentiels pour soutenir la répartition de l'eau dans des conditions de plus en plus difficiles.

Un autre thème récurrent tout au long de l'atelier a été le rôle croissant des données et des technologies numériques. Les systèmes de suivi, les prévisions, les outils de modélisation et les plateformes d'aide à la décision occupent désormais une place centrale dans la planification en cas de sécheresse et la répartition de l'eau. Cependant, les participants ont systématiquement souligné qu'une meilleure information ne résout pas automatiquement les conflits. Les données scientifiques étayent la prise de décision, mais les choix difficiles en matière de répartition restent, en fin de compte, des questions de gouvernance, de négociation et de responsabilité politique.

L'agriculture est également apparue comme une préoccupation commune dans toutes les études de cas. En tant que principal consommateur d'eau dans de nombreux bassins, l'irrigation occupe une place de plus en plus centrale dans les débats sur la répartition. Les participants ont convenu que les futures décisions en matière de répartition devront trouver un équilibre entre la production alimentaire, l'approvisionnement domestique, le développement économique et la protection des écosystèmes, grâce à des règles transparentes établies avant que les situations de sécheresse ne surviennent.

Dernière session interactive :

La dernière session interactive a invité les participants à formuler des recommandations autour de trois dimensions complémentaires : la gouvernance, la science et l'économie. Les discussions ont mis en évidence la nécessité de renforcer les organismes de bassin en tant que plateformes de coordination, de

continuer à investir dans les systèmes de suivi et de prévision, d'améliorer l'accès à des informations fiables et d'assurer un financement durable pour l'adaptation à la sécheresse. Les participants ont également souligné qu'investir dans la prévention est généralement bien moins coûteux que de gérer des crises répétées.

Conclusion :

Dans l'ensemble, cinq conclusions principales se sont dégagées de l'atelier :

- La sécheresse devient une composante structurelle plutôt qu'exceptionnelle de la gestion des ressources en eau.
- La répartition de l'eau est avant tout une question de gouvernance qui nécessite des institutions transparentes et la participation des parties prenantes.
- Les informations scientifiques et les outils numériques sont essentiels, mais ils ne peuvent se substituer au dialogue et à l'engagement politique.
- Les bassins transfrontaliers constituent de précieux laboratoires de coopération et d'apprentissage partagé.
- L'agriculture reste au cœur de la plupart des débats sur la répartition de l'eau, ce qui renforce la nécessité d'adopter des approches intégrées et participatives.

Malgré la diversité des contextes présentés, les participants sont parvenus à la même conclusion : une gestion efficace de la sécheresse dépend moins de la recherche d'une solution technique universelle que du renforcement d'institutions capables d'anticiper les crises, de coordonner les parties prenantes et d'adapter la répartition de l'eau à des conditions de plus en plus incertaines. Les organismes de bassin restent donc des acteurs clés pour promouvoir la coopération, le partage des connaissances et l'action collective, tant au niveau national que transfrontalier.



Crédits : RIOB